

**U**ne chose est sûre : bien que cela puisse paraître aujourd'hui à certains ridicule ou donquichottesque, je me dois de ne jamais cesser de souligner l'origine morale de toute politique authentique, ainsi que l'importance des valeurs et des règles éthiques dans toutes les sphères de la vie publique, y compris l'économie ; de même qu'il faut que j'explique sans cesse que si nous n'essayons pas ensemble de redécouvrir et de cultiver ce que j'appelle la « *responsabilité supérieure* », cela finira mal pour notre pays.

Le retour de la liberté dans une société en complète déliquescence morale a provoqué ce qui était inévitable et donc prévisible, mais incomparablement plus grave que ce qu'on pouvait attendre : la révélation fracassante des pires comportements humains, comme si tous les mauvais côtés de l'homme, les plus gênants, ou du moins les plus ambigus, cultivés par cette société pendant des années sans que nous le comprenions, et intégrés à notre insu dans le fonctionnement quotidien du système totalitaire, s'étaient émancipés de cette tutelle en acquérant enfin la pleine liberté de s'épanouir. Le régime totalitaire avait imposé en effet une certaine régulation à ces comportements (par laquelle il les « *légalisait* ») ; mais ce « *contrôle* » a été brisé sans que de nouvelles normes qui échapperaient à ces perversions ne s'imposent encore : le sentiment d'une responsabilité librement acceptée par la communauté et envers celle-ci, n'est toujours pas ressenti et ne peut pas l'être, dans un laps de temps aussi bref.

Nous voici donc les témoins d'un étrange spectacle : notre société, il est vrai, a retrouvé sa liberté, mais elle se comporte dans certains domaines pire encore que du temps où la liberté n'existait pas. La criminalité se développe et on voit se déverser dans les médias (je pense surtout à la presse à sensation) ces effluves qui jaillissent toujours, dans les périodes de bouleversements historiques, des profondeurs obscures de l'esprit ; mais d'autres phénomènes, plus graves et plus dangereux encore, se manifestent : la rancune et la suspicion nationalistes, le racisme et même certaines manifestations de fascisme, la démagogie sans limites, le goût de l'intrigue et le mensonge conscient, l'arrivisme politique, le combat effréné au nom d'intérêts exclusivement particuliers. L'appétit du pouvoir est le seul moteur de l'ambition, et on assiste au développement de tous les fanatismes, de toutes les escroqueries, à la prolifération de la mafia, au manque généralisé de tolérance, de compréhension d'autrui, à la disparition du goût, de la mesure, de la réflexion. Et enfin de nouvelles idéologies se donnent libre cours, comme si le marxisme disparu avait laissé derrière lui une brèche névrotique qu'il faudrait combler à tout prix. Il suffit de faire le tour de notre scène politique, dont la culture étriquée n'est que le reflet d'une crise générale de la culture : un an avant les élections, presque toute activité politique, y compris des débats parlementaires d'extrême importance, est dénaturée par le combat préélectoral, le désir outrancier du pouvoir et le souci d'attirer l'électeur désemparé par des absurdités séduisantes ; il n'y a plus de limite au dénigrement ou à la diffamation des adversaires politiques ; l'un gaspille le travail bénéfique de l'autre pour la seule raison qu'il appartient à un autre parti que le sien : le souci d'impartialité et d'efficacité, le sens du bien commun, cèdent de plus en plus le pas aux calculs partisans ; la dénonciation des scandales a chassé des journaux les analyses : aider le gouvernement en le soutenant est presque considéré comme une honte, alors que c'est un mérite de lui décocher des coups bas ; ouvrir le feu sur ceux qui se réclament d'une autre tendance politique est considéré comme naturel ; chacun accuse l'autre de complot, d'incompétence, de passé douteux et d'intentions obscures ; on se heurte partout à la démagogie, et même une chose aussi grave que l'aspiration légitime d'un peuple à son identité devient un enjeu pour le pouvoir et un stimulant pour tromper sciemment l'opinion publique. Nombreux sont aussi ces hommes, issus de ce qu'on nomme la nomenklatura, qui

prétendaient voici peu que seuls la justice sociale et l'intérêt de la classe ouvrière leur importaient, et qui n'ont pas hésité, du jour au lendemain, à tomber le masque pour se transformer ouvertement en spéculateurs et en voleurs. C'est ainsi que le communiste redouté d'hier est devenu un capitaliste sans scrupules qui se moque insolamment de cet ouvrier dont il se disait auparavant le défenseur.

Visiblement, les citoyens sont de plus en plus dégoûtés et cette répulsion se retourne évidemment contre le pouvoir démocratique qu'ils ont eux-mêmes élu, ce dont tirent profit divers individus qui obtiennent la faveur de l'opinion en lançant, par exemple, le slogan : il faut jeter le gouvernement dans la Moldau.

Bref, tout est terriblement triste et déprimant.

Je me dis pourtant que si, avec une poignée d'amis, j'ai pu longtemps me frapper la tête contre les murs en proclamant la vérité sur le totalitarisme communiste, dans un océan d'indifférence, il n'y a aucune raison de ne pas continuer à le faire parce que, en dépit des sourires condescendants, je ne cesserai pas de parler inlassablement de responsabilité et de morale, face au marasme actuel de notre société ; et je considère donc qu'il n'y a aucune raison de croire ce combat perdu d'avance. Un seul combat peut l'être sûrement : celui auquel nous renonçons.

Ma prétention ne va naturellement pas jusqu'à croire que je suis le seul juste de ce pays. S'il en était ainsi, le mieux serait alors de tout lâcher et de s'en aller faire le tour du monde. Mais je ne cesse d'avoir de nouvelles preuves qu'un grand potentiel de bonne volonté sommeille en nous. Celle-ci n'est qu'atomisée, intimidée, piégée, paralysée et désen-

**Dans un livre qui paraît cette semaine à Prague, le président tchécoslovaque livre les réflexions que lui ont inspiré deux ans d'exercice du pouvoir. Un constat désabusé sur la société post-totalitaire. Nous publions, en exclusivité, un extrait du cinquième chapitre de cet ouvrage intitulé « les Méditations d'été ».**

parée — comme si elle ne savait pas sur quoi faire fond, par quoi commencer et comment s'assumer. Dans cette situation, il est du devoir des hommes politiques de ramener à la vie ce potentiel timide et sommeillant, de lui proposer une voie, de lui frayer un passage, de lui redonner assurance, possibilité de se réaliser, bref, espoir. On dit que le peuple a les hommes politiques qu'il mérite. C'est vrai jusqu'à un certain point : les hommes politiques sont en effet le miroir de la société, et comme une incarnation de ses capacités. Mais — paradoxalement — le contraire est aussi vrai : la société est le miroir de ses hommes politiques. Car il appartient dans une large mesure aux hommes politiques de déterminer quelles forces seront libérées, quelles autres seront refoulées, de choisir sur quoi ils s'appuieront — sur le meilleur ou sur le pire dans chaque citoyen. Le régime précédent a systématiquement mobilisé ce qu'il y avait de pire

en nous : l'égoïsme, la haine, l'envie ; il n'a pas été de loin, le reflet de ce que nous méritons. Il a été également responsable de ce que nous étions. Selon moi, celui qui entre en politique porte une plus grande responsabilité de l'état moral de la société et il est de son devoir de chercher en elle ce qu'il y a de meilleur, de le développer, de l'épanouir.

D'ailleurs, mêmes ces hommes politiques qui m'irritent si souvent par leur comportement borné et envieux ne sont pas dans leur majorité des démons. Ils manquent plutôt d'expérience, ils sont souvent influencés par les intérêts particuliers du moment, ils sont facilement manipulés par des effets de mode, par des habitudes dominantes ; parfois

ils se laissent emporter par le tourbillon dangereux de l'instant ; sans l'avoir voulu initialement, ils sont incapables désormais d'y échapper, par crainte des risques encourus.

Je suis, paraît-il, un rêveur naïf qui veut concilier l'inconciliable, c'est-à-dire la politique et la morale. Je connais bien cette chanson, je l'entends depuis toujours. Dans les années 80, un philosophe tchéco-californien a consacré son énergie, dans une série d'articles, à soumettre à une féroce critique la « *politique apolitique* » de la Charte 77, et notamment la façon dont je l'avais présentée dans mes essais. Muré dans ses fiers égarements marxistes, il pensait avoir compris scientifiquement, en tant que savant, toute l'histoire du monde, qui serait celle des révolutions violentes et des combats sans merci pour le pouvoir. L'idée que la force de la vérité, de la parole authentique, de l'esprit libre, de la conscience et de la responsabilité, force privée de mitrailleuses, de la soif du pouvoir et d'intrigues politiques, pût changer quelque chose, dépassait sa compréhension. Naturellement, si l'on conçoit l'éthique uniquement comme une « *superstructure* », alors on ne comprendra jamais son efficace politique. Ayant appris que la bourgeoisie n'abandonne pas spontanément son rôle dirigeant et qu'il faut la rejeter dans les coulisses de l'histoire par une révolution violente, mon contradicteur pensait que le pouvoir communiste devait être balayé de la même façon. Il s'est révélé qu'il pouvait en être autrement. Qui plus est, la non-violence démocratique était en fait l'unique moyen, seule celle-ci conservait un sens : la violence, on le sait, n'engendre que la violence, et c'est pourquoi la plupart des révolutions devaient dégénérer en dictatures, engloutissant leurs propres enfants, et engendrant de nouveaux révolutionnaires, prêts à de nouvelles violences, sans se douter qu'ils creusaient leur propre tombe et qu'ils enfermaient la société dans le cercle vicieux des révolutions et des contre-révolutions. Le communisme a été défait par la vie, la pensée, la probité. Notre histoire récente a confirmé que ce philosophe avait tort. De même qu'ont tort ceux qui, aujourd'hui encore, affirment que la politique est avant tout une manipulation du pouvoir, de l'opinion publique et que la morale en est exclue. La politicaillerie n'est pas la politique ; on peut remplacer la politique par la politicaillerie, mais sans espoir d'un succès durable ; certes, le politicien peut devenir facilement, pour quelques années, Premier ministre mais il plafonnera bien vite et en restera là ; le monde en sera à peine meilleur.

Je laisse volontiers cette politique arriviste à d'autres, je ne leur ferai pas concurrence, surtout pas en utilisant leurs armes.

La vraie politique, la seule digne de ce nom, et d'ailleurs la seule que je consens à pratiquer, est la politique au service du prochain. Au service de la communauté. Au service des générations futures. Son fondement est éthique, en tant qu'elle n'est que la réalisation de la responsabilité de tous et envers tous. C'est la responsabilité telle qu'en elle-même, celle que j'appelle la responsabilité « *supérieure* », supérieure par le fait qu'elle s'ancre dans la métaphysique. Elle se nourrit de la certitude, consciente ou inconsciente, que rien ne se termine par la mort, car tout s'inscrit pour toujours, tout s'évalue ailleurs, quelque part « *au-dessus de nous* », dans ce que j'ai déjà appelé « *la mémoire de l'être* », dans cette partie indissociable de l'ordre mystérieux du cosmos, de la nature et de la vie, que les croyants nomment Dieu, et au jugement duquel tout est soumis. Rien à faire : la conscience authentique et la responsabilité réelle finissent toujours par se révéler comme l'expression du postulat implicite selon lequel on nous observe « *d'en haut* », tout est considéré « *en haut* », rien n'y est oublié, et il n'est pas dans le pouvoir du temps terrestre d'effacer en nous les reproches que nous valent nos manquements en ce monde ; car notre âme pressent qu'elle n'est pas la seule qui connaisse ces manquements.

Traduit du tchèque par Suzette HEJDA